



Assemblée générale

Distr. limitée
21 décembre 2012
Français
Original : anglais

Soixante-septième session

Point 125 de l'ordre du jour

Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

Projet de décision déposé par le Président de l'Assemblée générale

Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

L'Assemblée générale, ayant examiné la lettre du Secrétaire général datée du 14 novembre 2012 transmettant une lettre du Président du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie¹, datée du 29 octobre 2012, et prenant note de la lettre du Président du Conseil de sécurité datée du 21 décembre 2012 appelant l'attention du Président de l'Assemblée sur le texte de la résolution 2081 (2012) du Conseil de sécurité datée du 17 décembre 2012² :

a) Prie le Tribunal de tout faire pour achever rapidement ses travaux afin de faciliter sa fermeture, compte tenu de la résolution 1966 (2010) du Conseil de sécurité datée du 22 décembre 2010, dans laquelle il a été prié d'achever ses procès en première instance et en appel au plus tard le 31 décembre 2014, et est consciente de la crainte exprimée de voir les procès en première instance et en appel aller au-delà de cette date, au vu du calendrier actuel;

b) Prie le Tribunal de présenter, au plus tard le 15 avril 2013, un plan d'ensemble sur la stratégie d'achèvement de ses travaux, sa fermeture et la transition au Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux, comme l'a recommandé le Comité des commissaires aux comptes, et un calendrier actualisé et détaillé de chaque dossier, assorti d'un échéancier des différentes étapes de la procédure dans chaque affaire;

c) Décide d'examiner le plan d'ensemble visé à l'alinéa b) ci-dessus avant le 30 juin 2013 en vue de déterminer les recommandations supplémentaires qu'il y

¹ A/67/574-S/2012/845.

² A/67/653.



aurait lieu de faire pour permettre au Tribunal d'aller de l'avant vers l'achèvement de ses travaux, sa fermeture et la transition au Mécanisme dès que possible, comme il en a été prié dans la résolution 1966 (2010) du Conseil, éventuellement des recommandations concernant toutes mesures de nature à permettre d'examiner de près les travaux et le fonctionnement du Tribunal, l'objectif étant de veiller à ce que le Tribunal utilise ses ressources le plus efficacement possible et qu'il mène à terme son mandat;

d) Souligne que les États doivent coopérer pleinement avec le Tribunal, notamment en lui fournissant des informations susceptibles de l'aider dans ses travaux, ainsi qu'avec le Mécanisme;

e) Décide de proroger jusqu'au 31 décembre 2013, ou jusqu'à l'achèvement des affaires dont ils sont saisis si celui-ci intervient avant, le mandat des juges permanents du Tribunal siégeant à la Chambre d'appel dont les noms suivent :

Carmel Agius (Malte)

Liu Daqun (Chine)

Theodor Meron (États-Unis d'Amérique)

Fausto Pocar (Italie)

Patrick Robinson (Jamaïque)

f) Décide de proroger jusqu'au 31 décembre 2013, ou jusqu'à l'achèvement des affaires dont ils sont saisis si celui-ci intervient avant, le mandat des juges permanents du Tribunal siégeant aux Chambres de première instance dont les noms suivent :

Jean-Claude Antonetti (France)

Guy Delvoie (Belgique)

Burton Hall (Bahamas)

Christoph Flügge (Allemagne)

O-Gon Kwon (République de Corée)

Bakone Justice Moloto (Afrique du Sud)

Howard Morrison (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Alphons Orie (Pays-Bas)

g) Décide de proroger jusqu'au 1^{er} juin 2013, ou jusqu'à l'achèvement des affaires dont ils sont saisis si celui-ci intervient avant, le mandat des juges *ad litem* du Tribunal siégeant aux Chambres de première instance dont les noms suivent :

Elizabeth Gwaunza (Zimbabwe)

Michèle Picard (France)

Árpád Prandler (Hongrie)

Stefan Trechsel (Suisse)

h) Décide de proroger jusqu'au 31 décembre 2013, ou jusqu'à l'achèvement des affaires dont il est saisi si celui-ci intervient avant, le mandat du juge *ad litem* Frederick Harhoff (Danemark), qui siège aux Chambres de première instance;

i) Décide de proroger jusqu'au 31 décembre 2013, ou jusqu'à l'achèvement des affaires dont ils sont saisis si celui-ci intervient avant, le mandat des juges *ad litem* du Tribunal siégeant aux Chambres de première instance dont les noms suivent :

Melville Baird (Trinité-et-Tobago)

Flavia Lattanzi (Italie)

Antoine Kesia-Mbe Mindua (République démocratique du Congo).
